

# Nouvelles accusations contre Khodorkovski

## RUSSIE

L'ancien PDG du groupe Ioukos, déjà condamné à huit ans de prison en Sibérie, risque de dix à quinze années supplémentaires.

De notre correspondant à Moscou

LA VILLE DE TCHITA, en Sibérie orientale, était hier en état de siège. Militaires casqués bloquaient les abords du parquet. Un dispositif « sans précédent », selon Youri Chmidt, l'un des avocats de Mikhaïl Khodorkovski, déployé avant l'annonce de nouvelles charges contre l'ex-PDG du groupe pétrolier Ioukos et son associé Platon Lebedev. L'ancien homme le plus riche de Russie, arrêté en 2003 et condamné en 2005 à huit ans de prison pour fraude fiscale et détournement de fonds, est désormais accusé de blanchiment d'argent. Un crime passible de dix à quinze ans de prison.

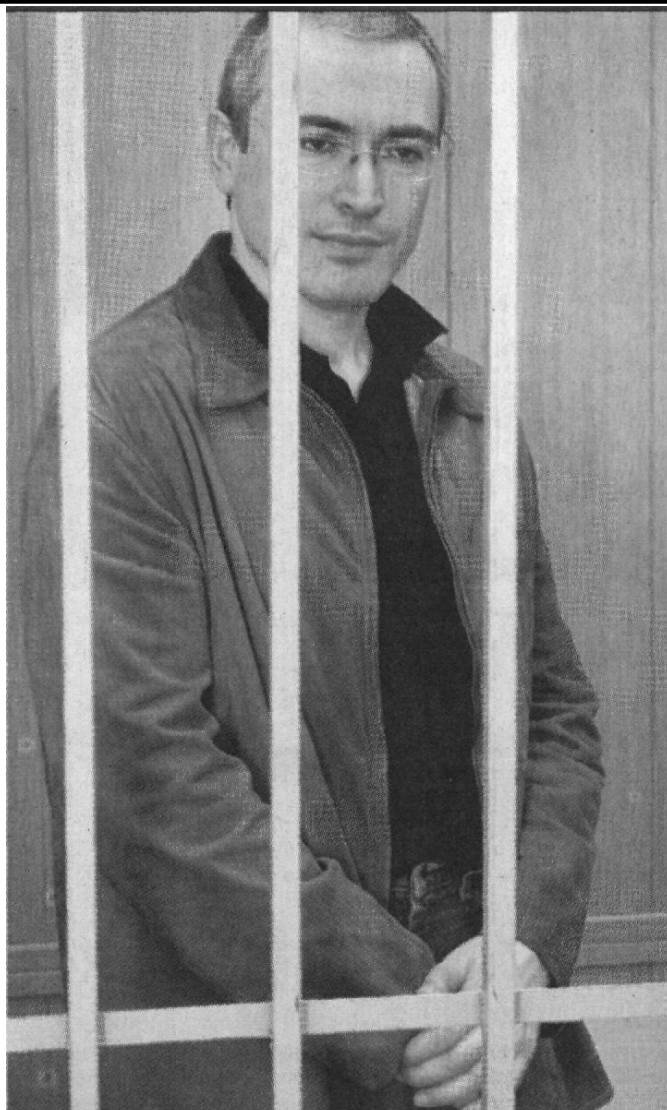
Des accusations « insensées » et « absurdes », a commenté Mikhaïl Khodorkovski, selon son équipe internationale d'avocats qui tenait hier soir une conférence de presse téléphonique depuis Londres et Washington. « Les accusations d'aujourd'hui ont été portées pour des raisons purement politiques », dénoncent les avocats.

De fait, tout, autour de ce nouvel épisode du démantèlement du groupe pétrolier privé, témoigne

d'un acharnement orchestré. L'avocat russe de Khodorkovski, Youri Chmidt, et trois collègues ont été arrêtés pendant une heure à l'aéroport Domodedovo de Moscou, dimanche soir, d'où ils devaient s'envoler pour Tchita, à 4 600 km à l'est. Mikhaïl Khodorkovski avait été transféré fin décembre de sa colonie pénitentiaire de Krasnokamensk, encore plus isolée, et Platon Lebedev du Grand Nord sibérien, pour être tous deux incarcérés à Tchita en vue d'un nouveau procès. Les audiences devraient se tenir, à une date encore inconnue, dans le quartier d'isolement de la prison !

## La présidentielle de 2008

Bob Amsterdam, l'un des avocats de Khodorkovski, voit plusieurs raisons à ces accusations « sans fondement : la volonté de ne pas le relâcher alors qu'il pourrait être libérable à mi-peine, en octobre 2007, l'empêcher de jouer tout rôle pendant l'élection présidentielle de mars 2008 » et « légitimer l'acquisition des restes de Ioukos par des entreprises d'État ». Les actifs du groupe en faillite ont été récemment évalués par des experts commis par la justice russe à 22 milliards de dollars, et devraient être prochainement mis en vente. Pour John Pappalardo, autre défenseur, « le gouvernement russe essaie de capitaliser sur le terme de blanchiment parce que cela attire les médias, et qu'il espère récupérer des



Les nouvelles accusations portées contre l'ex-homme le plus riche de Russie rendent improbable sa libération avant les prochaines élections. AP.

actifs, même à l'étranger ». Or, s'insurge le juriste, « cela aurait été difficile, sinon impossible, de détourner de telles sommes (20 milliards de dollars, pour un chiffre d'affaires de 11 milliards de dollars en 2002) sans que la firme Price Waterhouse Coopers (PWC) qui a audité les comptes du groupe ne s'en aperçoive ». Et de noter que PWC, de réputation mondiale, a audité des entreprises russes pesant ensemble la moitié du PIB.

Les avocats pensent que le pouvoir veut ternir encore davantage

l'image de Khodorkovski – peu populaire, tant les oligarques sont assimilés dans l'opinion à des bandits – en s'en prenant à sa fondation, Russie Ouverte, qui finançait de nombreux projets sociaux et des ONG. La plupart des observateurs estiment que le Kremlin s'est attaqué à l'homme le plus riche de Russie parce qu'il s'apprêtait à vendre des parts de son groupe pétrolier à une des majors américaines et parce qu'il affichait des ambitions politiques.

FABRICE NODÉ-LANGLAIS